

Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone
SCP 318.01

Convention collective de travail du 17 octobre 2022 fixant les conditions de paiement d'une prime de fin d'année au personnel ouvrier

Neerlegging-Dépôt: 20/10/2022
Regist.-Enregistr.: 24/11/2022
Nº: 176751/CO/318.01

CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION

Article 1

§1. La présente Convention Collective de Travail s'applique aux travailleurs et aux employeurs des services qui ressortissent à la Sous-Commission Paritaire pour les services d'aides familiales et aides seniors et subventionnés par la Région wallonne.

de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone

§2. On entend par « travailleurs », les ouvriers et ouvrières, hommes et femmes.

CHAPITRE II - MODALITES D'APPLICATION

Article 2

L'employeur est tenu de payer une prime de fin d'année aux travailleurs visés à l'article 1^{er}.

Article 3

Le montant de la prime de fin d'année se compose de deux parties. Une partie forfaitaire et une partie variable.

Article 4

§1. Le montant de la prime de fin d'année 2009 s'élevait à 223,10 € pour la partie forfaitaire. Le montant de la partie variable s'élevait à 0,0744 € par heure de travail subsidiée pendant l'année civile en cours.

§2. En application de l'Accord cadre tripartite pour le secteur non marchand privé wallon 2010-2011 du 24 février 2011, le montant forfaitaire total à payer à partir du 1er octobre 2010 était de 295,59 € brut/personne physique et de 0,0744 € de l'heure subsidiée pour la partie variable.

§3. En application de l'Accord cadre tripartite pour le secteur non marchand privé wallon 2018-2020 du 2 mai 2019, le montant forfaitaire total à payer à partir du 1er janvier 2019 est de 371,37 € bruts/personne physique majoré de 203,47 € à partir du 1er janvier 2019 et de 0,0854 €/heure subsidiée pour la partie variable.

§3 bis. En application de la Convention collective de Travail du 10 mars 2022 introduisant la réduction collective du temps de travail dans le cadre de l'accord non-marchand wallon 2021-2024, la partie variable de la prime de fin d'année des ouvriers·ères ayant atteint l'âge de 58 ans, sera majorée de 18,75 p.c au 1^{er} janvier 2023.

§4. Les montants visés aux paragraphes précédents correspondent à l'indice-pivot 126,94 (base 2004 = 100), pourcentage de liquidation 1,3728.

§5. Les travailleurs entrés en service au cours de l'année civile ont droit, prorata temporis, à la partie forfaitaire et à la partie variable de la prime précitée.

La prime de fin d'année est due aux travailleurs qui sont licenciés - pour des raisons autre que la faute grave - ou qui démissionnent au cours de l'année et ce, au prorata de leurs prestations.

La partie forfaitaire de la prime est accordée quel que soit le régime de travail. Elle est également due pendant un an aux travailleurs en suspension de contrat.

§6. Les montants convenus dans les Conventions Collectives de Travail signées par les fédérations ou les services s'ajoutent aux montants prévus à l'article 4 §1, 2, 3 et 3 bis de la présente Convention Collective de Travail.

Article 5

§1. La prime de fin d'année est payée au plus tard avec le solde du salaire du mois de décembre de l'année à laquelle elle se rapporte.

§2. Pour 2019, le complément de 203,47€ par personne physique sera versé aux travailleurs pour autant que le gouvernement ait pris les dispositions nécessaires auprès de l'AVIQ permettant le versement aux services.

§3. Pour le paiement à partir de l'année 2020, une négociation aura lieu avant fin 2019 pour établir les modalités de paiement du complément de la prime de fin d'année payé aux travailleurs (complément tel que déterminé à l'article 4 §3).

Article 6

§1. A partir du 1er janvier 2013, les montants mentionnés à l'article 4 sont liés à l'indice des prix à la consommation du Royaume, établi mensuellement par le Service public fédéral Economie et publié au Moniteur belge.

§2. Par indice-pivot, il faut entendre les nombres appartenant à une série dont le premier est 119,62 et dont chacun des suivants est obtenu en multipliant par 1.02 l'indice-pivot précédent, lui-même arrondi ; les fractions de centième de point étant arrondies au centième de point supérieur ou négligées selon qu'elles atteignent ou non 50 % d'un centième. Le tableau suivant est donné à titre exemplatif mais non limitatif :

119,62
122,01
124,45
126,94
129,48
132,07
134,71
137,41
140,15
142,96
145,82
148,73

§3. Chaque fois que l'indice des prix atteint l'un des indices-pivots ou est ramené à l'un d'eux, les montants mentionnés à l'article 4 qui sont applicables à ce moment sont calculés à nouveau en les affectant du coefficient 1.02^n , « n » représentant le rang de l'indice-pivot atteint. Pour le calcul du coefficient 1.02^n , les fractions de dix millième d'unité sont arrondies ou négligées selon qu'elles atteignent ou non 50 % d'un dix millième.

§4. Les adaptations des montants mentionnés à l'article 4 découlant de la liaison à l'indice des prix à la consommation, sont calculées en tenant compte de la troisième décimale. Le résultat est arrondi au cent supérieur lorsque la troisième décimale est égale ou supérieure à 5 et au cent inférieur lorsque la troisième décimale est inférieure à 5.

§5. L'augmentation des montants visés au paragraphe 1^{er} selon le calcul prévu au paragraphe 4 est appliquée à partir du deuxième mois qui suit le mois dont l'indice quadrimestriel atteint l'indice-pivot repris au paragraphe 3 du présent article.

CHAPITRE III - DISPOSITIONS FINALES

Article 7

Les partenaires sociaux s'engagent à avertir le Gouvernement de la Région wallonne de la bonne exécution de la présente Convention Collective de Travail.

La présente Convention Collective de Travail abroge et remplace la Convention Collective de Travail du 23 septembre 2019 fixant les conditions de paiement d'une prime de fin d'année aux aides familiales et au personnel ouvrier, enregistrée sous le numéro 157040/CO/318.01.

La présente Convention Collective de Travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022. Elle est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par ~~l'~~ des parties moyennant un préavis de trois mois notifié par lettre recommandée à la poste adressée au Président de la Sous-Commission Paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone. Le délai de trois mois prend cours à partir de la date à laquelle la lettre recommandée est envoyée au Président de la Sous-Commission Paritaire.

Collectieve arbeidsovereenkomst van 17 oktober 2022 tot vaststelling van de betalingsvoorwaarden van een eindejaarspremie aan het werkliedenpersoneel

HOOFDSTUK I - TOEPASSINGSGEBIED

Artikel 1

§1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en de werkgevers van de diensten die vallen onder de bevoegdheid van het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp die worden gesubsidieerd door het Waalse Gewest.
~~van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap~~

§2. Met de term "werknemers" worden de arbeiders en arbeidsters bedoeld.

HOOFDSTUK II – TOEPASSINGSMODALITEITEN

Artikel 2

De werkgever is verplicht om een eindejaarspremie te betalen aan de werknemers bedoeld in artikel 1.

Artikel 3.

Het bedrag van de eindejaarspremie bestaat uit twee delen. Een forfaitair deel en een variabel deel.

Artikel 4

§1. Het bedrag van de eindejaarspremie 2009 bedroeg 223,10€ voor het forfaitaire deel. Het bedrag van het variabel deel bedroeg 0,0744€ per gesubsidieerd werkuur tijdens het lopend kalenderjaar.

§2. Met toepassing van het tripartiete raamakkoord voor de Waalse privé non-profitsector 2010-2011 van 24 februari 2011, bedroeg het totale forfaitaire te betalen bedrag vanaf 1 oktober 2010 295,59€ bruto/natuurlijke persoon en 0,0744€ per gesubsidieerd uur voor het variabele deel.

§3. Met toepassing van het tripartiete raamakkoord voor de Waalse privé non-profitsector 2018-2020 van 2 mei 2019, bedraagt het totale te betalen forfaitaire bedrag vanaf 1 januari 2019 371,37€ bruto/natuurlijke persoon verhoogd met 203,47€ vanaf 1 januari 2019 en 0,0854€/gesubsidieerd uur voor het variabele deel.

§3 bis. Met toepassing van de Collectieve arbeidsovereenkomst van 10 maart 2022 tot invoering van de collectieve arbeidstijdvermindering in het kader van het Waalse non-profitakkoord 2021-2024, wordt het variabel deel van de eindejaarspremie van de arbeiders/sters die de leeftijd van 58 jaar hebben bereikt, verhoogd met 18,75% op 1 januari 2023.

§4. De bedragen vermeld in de vorige paragrafen stemmen overeen met de spilindex 126,94 (basis 2004=100), vereffeningspercentage 1,3728.

§5. De werknemers die in dienst getreden zijn in de loop van het kalenderjaar hebben recht, prorata temporis, op het forfaitaire deel en op het variabele deel van de voornoemde premie.

De eindejaarspremie is verschuldigd aan de werknemers die worden ontslagen - om andere redenen dan om dringende reden - of die ontslag geven in de loop van het jaar en dit, naar rato van hun prestaties.

Het forfaitaire deel van de premie wordt toegekend ongeacht het arbeidsstelsel. Het is eveneens gedurende een jaar verschuldigd aan de werknemers wier overeenkomst is geschorst.

§6. De bedragen waarover een akkoord werd bereikt in de CAO's die werden ondertekend door de federaties of de diensten, worden bij de bedragen gevoegd bedoeld in artikel 4 §1, 2, 3 en 3 bis van deze CAO.

Artikel 5

§1. De eindejaarspremie wordt uiterlijk betaald met het saldo van het loon van de maand december van het jaar waarop deze betrekking heeft.

§2. Voor 2019 zal de aanvulling van 203,47€ per natuurlijke persoon aan de werknemers worden gestort voor zover de regering de nodige maatregelen genomen heeft bij het AVIQ die de storting aan de diensten mogelijk maken.

§3. Voor de betaling vanaf het jaar 2020 zullen voor eind 2019 onderhandelingen plaatsvinden om de betalingsmodaliteiten vast te stellen van de aanvulling bij de eindejaarspremie die betaald wordt aan de werknemers (aanvulling zoals bepaald in artikel 4 §3).

Artikel 6

§1. Vanaf 1 januari 2013 worden de bedragen vermeld in artikel 4 gekoppeld aan de index van de consumptieprijsen van het Koninkrijk, die maandelijks wordt opgesteld door de Federale Overheidsdienst Economie en bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad.

§2. Onder spilindex moeten de getallen worden verstaan die behoren tot een reeks waarvan het eerste 119,62 is en waarvan elk van de volgende wordt verkregen door de vorige spilindex te vermenigvuldigen met 1.02, zelf afgerond; waarbij de breuken van honderdste punt worden afgerond naar het hogere honderdste punt of weggelaten, naargelang zij al dan niet 50 % van een honderdste bereiken. De volgende tabel wordt bij wijze van voorbeeld maar niet limitatief gegeven:

119,62
122,01
124,45
126,94
129,48
132,07
134,71
137,41
140,15
142,96
145,82
148,73

§3. Telkens de consumptieprijsindex één van de spilindexen bereikt of tot één ervan wordt teruggebracht, worden de bedragen vermeld in artikel 4 die op dat moment van toepassing zijn opnieuw berekend en voorzien van de coëfficiënt 1.02 n , waarbij « n » de rang van de bereikte spilindex weergeeft. Voor het berekenen van de coëfficiënt 1.02 n worden de breuken van een tienduizendste van een eenheid afgerond tot het hogere tienduizendste of weggelaten, naargelang zij al dan niet 50% van een tienduizendste bereiken.

§4. De aanpassingen van de bedragen vermeld in artikel 4 die voortvloeien uit de koppeling aan de consumptieprijsindex worden berekend rekening houdend met de derde decimaal.. Het resultaat wordt afgerond naar het hogere honderdtal wanneer de derde decimaal gelijk of hoger is dan 5 en naar het lagere honderdtal wanneer de derde decimaal lager is dan 5.

§5. De verhoging van de bedragen bedoeld in paragraaf 1 volgens de berekening waarin voorzien is in paragraaf 4 wordt toegepast vanaf de tweede maand die volgt op de maand waarvan de viermaandelijkse index de spilindex bereikt die opgenomen is in paragraaf 3 van dit artikel.

HOOFDSTUK III – SLOTBEPALINGEN

Artikel 7

De sociale partners verbinden zich ertoe de regering van het Waals Gewest te informeren over de goede uitvoering van deze CAO.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt en heft de Collectieve arbeidsovereenkomst op van 23 september 2019 tot vaststelling van de betalingsvoorwaarden van een eindejaarspremie aan de gezinshulp en arbeiders, geregistreerd onder het nummer 157040/CO/318.01.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2022. Ze wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Ze kan opgezegd worden door elke partij met een opzeggingstermijn van drie maanden, betekend per aangetekend schrijven bij de Post, aan de Voorzitter van het paritair subcomité voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap. De termijn van drie maanden start vanaf de datum waarop de aangetekende brief wordt verzonden naar de voorzitter van het Paritair Subcomité.